



## Séance ordinaire du jeudi 20 septembre 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Relations internationales, tourisms, parcs d'activité

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

**Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Josy SCHWARTZ, suppléant de Laurent JAOU, Claudine VASSAS MEJRI, suppléant de Gilbert PASTOR .**

**Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :**

**Jean-Marc ALAUZET, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASILVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Michel FRAYSSE, Isabelle GIANIEL, Pascal KRZYZANSKI, Marie-Christine PANOS, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.**

**Absents / Excusés :**

**Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Audrey LLEDO, Julie FRÊCHE, Clare HART.**

## **Relations internationales, tourisms, parcs d'activité - Commune de Saint Jean de Védas - Lauze Est - Procédure de déclaration de projet valant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) - Engagement de la concertation préalable au titre de l'article L.121-17 du Code de l'environnement**

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Figurant en zone d'extension urbaine au Schéma de Cohérence Territorial (SCoT) de 2006, la création d'un nouveau parc d'activités économiques est envisagée sur le secteur de la Lauze Est à Saint Jean de Védas. Ce projet est confirmé par le SCoT en cours de révision.

Par ailleurs, le Schéma d'Accueil des Entreprises (SAE) de Montpellier Méditerranée Métropole a mis en évidence l'insuffisance du foncier à vocation d'activités économiques sur le territoire métropolitain. Le SAE estime un besoin pour la période 2017-2032, à hauteur de 280 ha cessibles pour les activités accompagnant les besoins et la croissance de l'économie locale, et entre 50 et 200 ha cessibles, pour les activités, d'origine notamment exogène au territoire, renforçant l'économie productive. L'un des enjeux intégrés au SAE est de renforcer l'offre de foncier d'activité à l'Ouest de la Métropole.

Ainsi, sur environ 33 hectares, ce parc viendra compléter l'offre de foncier économique de la Métropole nécessaire dans les années à venir et confortera les zones d'activités existantes de la Lauze et de Marcel Dassault. Ce parc permettra l'accueil de nouvelles entreprises et la création de nouveaux emplois dans les domaines de l'artisanat, de la petite industrie et de la logistique.

La délibération du Conseil de Métropole du 25 octobre 2016 a défini les objectifs et modalités de la concertation en vue de créer la Zone d'Aménagement Concerté.

La mise en œuvre de ce projet nécessite la mise en compatibilité des règles d'urbanisme figurant au PLU de Saint Jean de Védas applicables sur la Lauze Est. En effet, la partie située à l'Est de la R612 est actuellement classée en zone agricole (Ap) et les règles de la partie située à l'Ouest de la R612 (4Aub) nécessitent également d'être adaptées. Ainsi, lors du Conseil du 2 novembre 2017, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé de lancer une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU afin d'adapter les règles du document d'urbanisme avec ce projet d'intérêt général.

Au regard des caractéristiques de la déclaration de projet, celle-ci nécessite la réalisation d'une évaluation environnementale. Ainsi, tel que le prévoit l'article L.121-17 du Code de l'environnement, la personne publique responsable du plan peut prendre l'initiative d'organiser une concertation préalable.

En conséquence, une concertation durant 15 jours prendra la forme d'une mise à disposition du public à l'Hôtel de Métropole (50 place Zeus, 34 961 Montpellier) ainsi qu'à l'Hôtel de Ville de Saint Jean de Védas (4 rue de la Mairie, 34 430 Saint Jean de Védas), d'un dossier de concertation préalable portant sur l'évolution du PLU. Le dossier de concertation comprendra les éléments précisés à l'article R.121-20 du Code de l'environnement, autrement dit, dans notre cas de figure :

- les objectifs et caractéristiques principales du plan et du programme,
- le plan ou le programme dont il découle,
- la liste des communes correspondant au territoire susceptible d'être affecté,
- un aperçu des incidences potentielles sur l'environnement.

Les deux dossiers seront accompagnés d'un registre dans lequel le public pourra consigner ses remarques et observations.

Cette concertation ne se substituera pas à la concertation liée à la procédure de ZAC telles que définie par l'article L.103-2 du Code de l'urbanisme mais viendra s'y ajouter.

L'article L.121-16 du Code de l'environnement prévoit que « *quinze jours avant le début de la concertation, le public est informé des modalités et de la durée de la concertation par voie dématérialisée et par voie d'affichage sur le ou les lieux concernés par la concertation* ». Ainsi, la mention de cette concertation sera portée à la connaissance du public :

- par la publication de cette information sur le site Internet de la Métropole,
- par la pose d'un panneau d'information sur le site du projet,
- par un affichage à l'Hôtel de Métropole,
- par un affichage à l'Hôtel de Ville de Saint Jean de Védas.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'engagement d'une concertation préalable telle que le prévoit l'article L.121-17 du Code de l'environnement,
- approuver les modalités de cette concertation telles que défini ci-avant,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 28/09/18

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 28 septembre 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180920-54494-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 28/09/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.